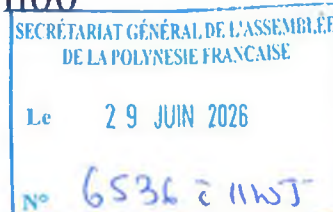


Groupe A FANO TIÀ

Mercredi 1^{er} juillet 2026 à 09h00

8^{ème} séance plénière

Session Administrative



Question Orale

Objet : Soixante ans après Aldébaran : le bilan du Pays face au « fait nucléaire »

Intervenants : M. Allen SALMON & Mme Thilda GARBUTT-HAREHOE

Ia Ora na,

Notre question s'adresse au Président de la Polynésie française en charge des conséquences des essais nucléaires.

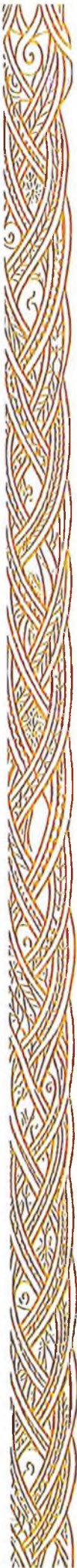
Monsieur le Président,

Soixante ans. C'est le temps qui nous sépare du 2 juillet 1966, date à laquelle le tir Aldébaran brisait à jamais l'innocence de notre fenua, marquant le début de trente années d'expérimentations nucléaires à Moruroa et Fangataufa.

En ce mois de juillet, Mā'ohi Nui se souvient.

Le programme de commémoration « **1966 – 2026. Aldébaran – Moruroa. Ono 'ahuru matahiti** » et le *Pu Mahara* portés par la Délégation pour le suivi des conséquences des essais nucléaires (DSCEN), nous rappelle l'impérieux devoir de vérité et de justice que nous devons à notre peuple.

Ce devoir de mémoire est solidement ancré dans les consciences. Il fait écho au combat historique de l'Église Protestante Mā'ohi et à son grand rassemblement « TUTAHI », qui appelle à la purification, à la reconnaissance des souffrances et à la réparation spirituelle et matérielle des préjudices subis par notre terre et nos familles.



De son côté, notre députée Mereana Reid Arbelot a porté à l'Assemblée nationale plusieurs textes visant à renforcer la reconnaissance des conséquences des essais nucléaires, à améliorer les dispositifs d'indemnisation et à faire progresser le devoir de vérité envers les Polynésiens. Nous saluons le travail courageux de notre *Iriti ture*.

L'Eglise parle. La société civile parle. Le Parlement national avance.

Mais le fait nucléaire n'est pas seulement une affaire de mémoire : il est aussi une affaire de santé, d'environnement et de transmission aux générations qui viennent. Or le temps passe, les témoins s'éteignent, et la question de la responsabilité et de l'efficacité de nos politiques publiques reste entière.

C'est pourquoi, lorsque j'étais Président de la Commission des Institutions, j'ai fait de ce domaine une priorité afin d'aboutir à la rédaction d'un rapport sur le fait nucléaire.

À l'heure où chacun prend sa part, notre groupe A FANO TIÀ souhaite savoir où en est le Pays lui-même.

Ainsi, Monsieur le Président du Pays, ma question est la suivante : quels sont les engagements réalisés et à venir sur le fait nucléaire, et quelles suites concrètes le gouvernement entend-il y donner sur ce sujet d'intérêt général ?

Mauruuru maitai – Te aroha ia rahi

M. Allen SALMON & Mme Thilda GARBUTT-HAREHOE

